

CONJONCTURE DE LA FILIÈRE CONSTRUCTION

ÎLE-DE-FRANCE



CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



Bâtiment – Construction neuve

	Île-de-France	France
Construction neuve		
Bâtiment résidentiel		
Construction		
Logements mis en chantier Situation à fin mars 2021 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	-11,2% ▼ 64 300 lgts	-3,7% ▼ 366 000 lgts
Logements autorisés Situation à fin mars 2021 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)	-20,5% ▼ 63 000 lgts	-15,6% ▼ 384 300 lgts
Commercialisation		
Réservations de logements (indiv. + coll.) Au 4 ^e trimestre 2020 (évol 1 an)	-35,6% ▼ 6 755 lgts	-24,5% ▼ 26 605 lgts
Encours de logements (indiv + coll.) A la fin du 4 ^e trimestre 2020 (évol 1 an)	-18,1% ▼ 21 126 lgts	-9,1% ▼ 94 825 lgts
Prix des logements collectifs Au 4 ^e trimestre 2020 (évol 1 an)	0,0% = 5 097 €/m ²	+0,8% = 4 330 €/m ²
Bâtiment non résidentiel		
Bâtiment non résidentiel - construction		
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin mars 2021 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-18,6% ▼ 2 731 mill. m ²	-14,4% ▼ 23 373 mill. m ²
Surface de locaux autorisés Situation à fin mars 2021 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m ² , en date de prise en compte (DPC)	-20,1% ▼ 4 000 mill. m ²	-15,0% ▼ 33 818 mill. m ²



Bâtiment – Entretien-rénovation

	Île-de-France	France
Entretien-rénovation		
Activité en entretien-rénovation		
Evolution de l'activité d'entretien-rénovation, en volume Au 1 ^{er} trimestre 2021 (évol 1 an)	+9,5% ▲	+9,9% ▲
Evolution de l'activité d'entretien-rénovation, en valeur Au 1 ^{er} trimestre 2021 (évol 1 an)	+10,3% ▲	+10,7% ▲
Perspectives d'activité en entretien-rénovation		
Carnets de commande entretien-rénovation A la fin du 1 ^{er} trimestre 2021 (évol 1 an)	▲ 10,6 mois	▲ 14,4 mois
Part des professionnels qui prévoit une hausse de l'activité d'entretien-rénovation Pour le 2 ^e trimestre 2021 (évol 1 trimestre)	▲ 22%	▲ 29%

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



Travaux Publics

Île-de-France

France

Travaux Publics

Activité des entreprises TP

Activité récente

Au 1^{er} trimestre 2021 (évol 1 trimestre, solde d'opinion)

-48



-27

Perspectives d'activité des entreprises TP

Prévisions d'activité

Pour le 2^e trimestre 2021

18



7

Carnets de commandes

Au 1^{er} trimestre 2021 (évol 1 an), moyenne des 4 derniers trimestres en nombre de mois

+2,7 mois ▲

9,6 mois

-0,1 mois =

6,3 mois



Industrie des Matériaux

Île-de-France

France

Industrie de Matériaux

Production de Matériaux

Production BPE

Production de BPE en janvier 2021 (évol 1 an), en m3

-15,6% ▼

437 801 m3

-10,1% ▼

2 671 552 m3

Production Granulats

Production de Granulats entre janv. et fevr. 2021 (évol 1 an), en milliers de tonnes

-28,0% ▼

1 214 kt

-8,5% ▼

44 773 kt



Appareil de Production

Île-de-France

France

Appareil de production

Emploi

Emplois salariés dans la construction

A la fin du 4^e trimestre 2020 (évol 1 an)

+2,7% ▲

336 606 sal.

+2,2% ▲

1 506 250 sal.

Intérimaires Construction

Moyenne 3 mois à fin Février 2021 (évol 1 an)

-3,7% ▼

22 982 ETP

-8,4% ▼

123 230 ETP

Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A)

Au 1^{er} trimestre 2021 (évol 1 an)

+3,2% ▲

44 667 DEFM

-3,6% ▼

269 859 DEFM

Santé des entreprises

Créations d'entreprises

Au 4^e trimestre 2020 (évol 1 an)

+13,3% ▲

4 886 créations

+14,9% ▲

25 524 créations

Défaillance d'entreprises

Au 4^e trimestre 2020 (évol 1 an)

-29,1% ▼

400 défaillances

-29,5% ▼

1 619 défaillances

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS NEUFS EN BAISSÉ

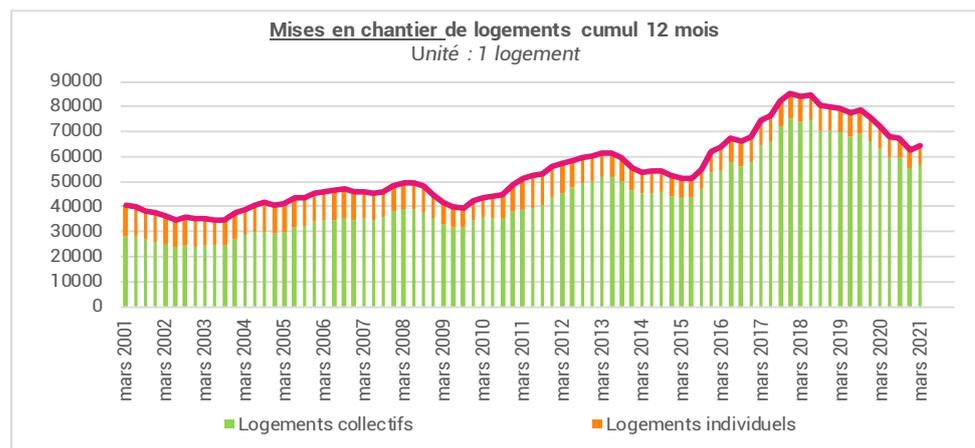
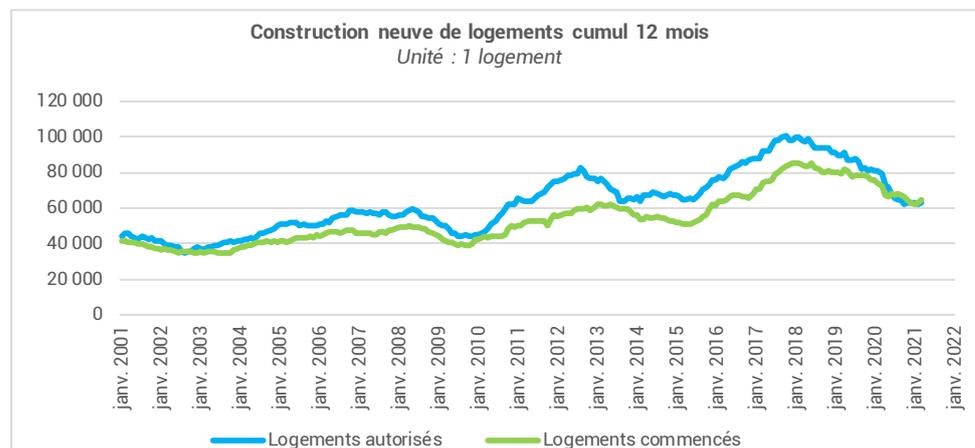
Les chiffres à fin mars 2021 sont particulièrement importants : ils témoignent presque exactement de l'impact de la crise sanitaire, dans la mesure où ils permettent de comparer la « période Covid » à la période pré crise sanitaire. Aussi, s'agissant de la construction neuve de logements, seuls 64 300 logements ont été construits sur les 12 derniers mois (début avril 2020-fin mars 2021) en Île-de-France, contre 72 400 logements l'année précédente, sur la même période (début avril 2019-fin mars 2020). Au total, 8 100 logements de moins que l'année précédente ont été construits sur les 12 derniers mois à fin mars 2021, soit une baisse de -11,2%.

Au niveau des autorisations, le bilan est plus alarmant encore, avec seulement 63 000 autorisations délivrées à fin mars 2021 (cumulées sur les 12 derniers mois), soit une baisse de -20,5% par rapport à la même période l'année précédente. Cette chute drastique est due au gel de l'instruction des permis et des déclarations préalables de travaux pendant la période de confinement et à la baisse de la commande publique et privée sur le deuxième semestre 2021.

Le logement individuel groupé est globalement le plus touché (en proportion) par la baisse des mises en chantier, tandis que le logements collectif l'est par la chute des autorisations. De manière générale, le logement individuel pur est le secteur le moins impacté par le recul de la construction neuve de logements, à la fois au niveau des autorisations et des mises en chantier, sur la période avril 2020-mars 2021.

La bilan au niveau national est particulièrement contrasté, certaines régions, comme celles de l'Ouest et du Centre ayant su rebondir après la crise sanitaire, et d'autres, ayant vu les effets de la crise se prolonger. Les régions du nord de la France métropolitaine, dont fait partie l'Île-de-France, sont une nouvelle fois les plus impactées par la chute des mises en chantier de logements, sur la période considérée.

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin mars 2021 Evol 1 an	
Total logements commencés	64 300 lgts	-11,2% ▼
Dont individuels purs	5 400 lgts	-9,4% ▼
Dont individuels groupés	2 300 lgts	-19,9% ▼
Dont collectifs (y compris résidences)	56 600 lgts	-11,0% ▼
Total logements autorisés	63 000 lgts	-20,5% ▼
Dont individuels purs	6 100 lgts	-8,6% ▼
Dont individuels groupés	2 700 lgts	-16,2% ▼
Dont collectifs (y compris résidences)	54 200 lgts	-21,8% ▼



MISES EN CHANTIER

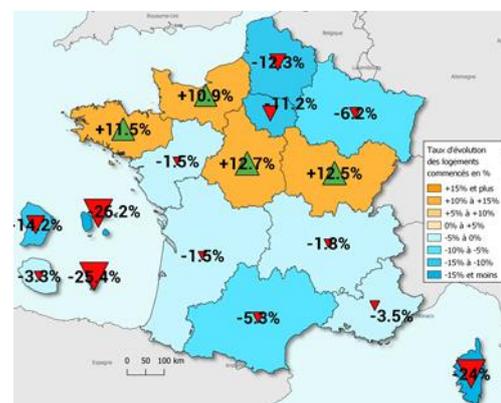
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2021)

64 300 lgts

-11,2% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Logements commencés sur 12 mois à fin mars 2021
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



* Attention, ces chiffres sous-estiment toutefois l'impact de la crise sanitaire, ces derniers étant comparés au 12 mois précédents, marqués par un contexte électoral particulièrement difficile (élections municipales), impactant déjà la construction neuve de logements.

AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2021)

63 000 lgts

-20,5% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

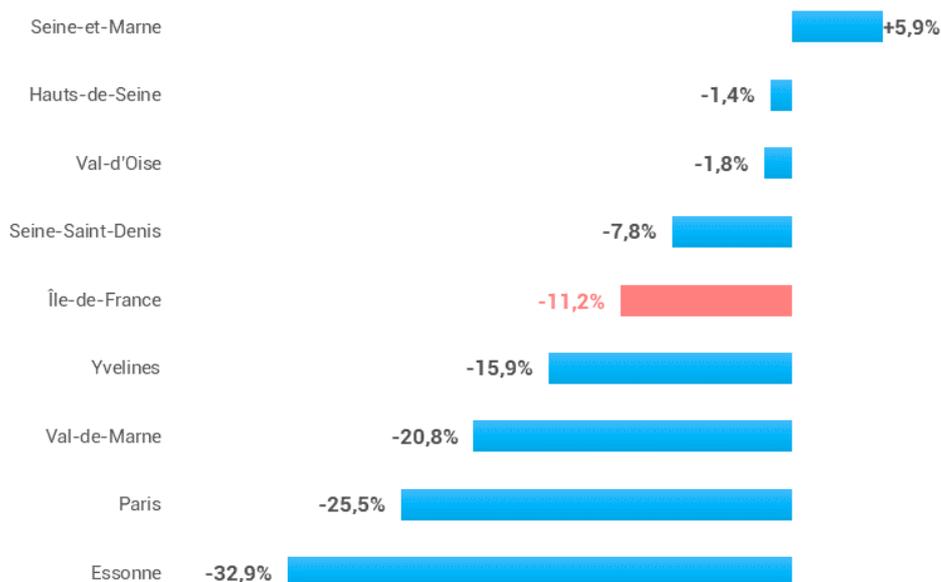
Sources :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin mars 2021

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de logements dans les départements
Évolution du cumul 12 mois à fin mars 2021

Unité : % d'évolution à 1 an



LA CONSTRUCTION NEUVE DE LOGEMENTS : DE GRANDES DISPARITÉS TERRITORIALES MALGRÉS UNE TENDANCE GLOBALE À LA BAISSÉ

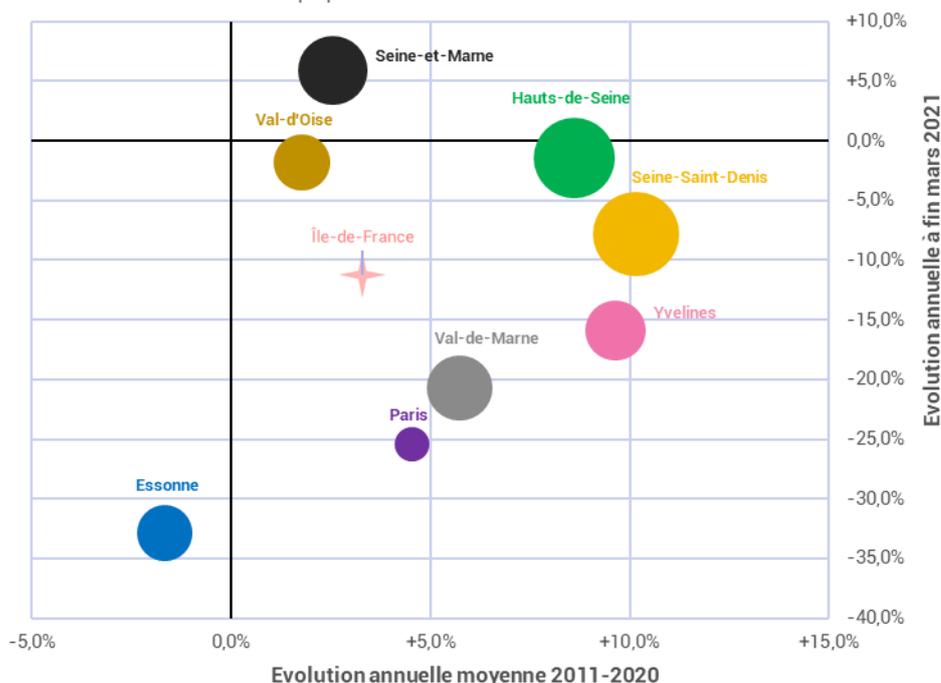
L'évolution du nombre de logements neufs mis en chantier en Île-de-France sur les 12 derniers mois à fin mars 2021 par rapport à la même période l'année précédente est largement négative (-11,2% de logements commencés). Aussi, la quasi-totalité des départements franciliens connaissent des tendances à la baisse de leurs mises en chantiers de bâtiments résidentiels entre début avril 2020 – fin mars 2021). Comme au trimestre précédent, seule la Seine-et-Marne connaît un certain développement de sa construction neuve de logements à fin mars 2021 (+5,9% de mises en chantiers de logements sur la période considérée).

Cependant, dans le reste des départements franciliens, l'évolution du nombre de logements neufs mis en chantier sur cette période (par rapport aux 12 mois précédents) varie fortement d'un département à l'autre. Tandis que certains départements, comme les Hauts-de-Seine (-14,%) et le Val-d'Oise (-1,8%) témoignent d'une diminution de leurs mises en chantiers de logements relativement faible et largement inférieure à la moyenne régionale, certains départements enregistrent, à l'inverse des chutes de leur nombre de logements commencés d'une ampleur nettement plus importante. C'est notamment le cas du Val-de-Marne, de Paris et de l'Essonne, dont les mises en chantier de logements reculent de respectivement -20,8%, -25,5% et -32,9% sur la période considérée. Les départements de la Seine-Saint-Denis (-7,8%) et des Yvelines (-15,9%) témoignent quant à eux de baisses de leurs mises en chantier de logements relativement comparables à la moyenne régionale, sur les 12 derniers mois à fin mars 2021.

Par ailleurs, la crise sanitaire de 2020 semble avoir partiellement remanié les disparités territoriales qui prévalaient avant cette dernière. Les départements dont les mises en chantier sont les plus nombreuses et les moins en baisse sur les 12 derniers mois ne sont plus nécessairement ceux dont la dynamique de la construction neuve de logements est la plus porteuse en moyenne sur les dix dernières années (2010-2019), et réciproquement. A titre d'exemple, la Seine-et-Marne et le Val-d'Oise, dont les dynamiques sur longue période (2011-2020) sont parmi les plus faibles de la région Île-de-France, enregistrent, sur les 12 derniers mois (début avril 2020-fin mars 2021) les meilleures/moins piètres performances en termes de logements commencés.

Note de lecture du graphique : En Essonne, les mises en chantier de logements, cumulées sur un an, sont en baisse de -32,9% à fin mars 2021 par rapport à la même période l'année précédente. Sur longue période (2011-2020), le nombre de logements commencés annuellement dans ce département est en baisse d'environ -2% par an. La taille de la bulle correspond au nombre de logements commencés entre début avril 2020 et fin mars 2021.

Les mises en chantier de logements
Evolutions comparées courte période / longue période
Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2011-2020
La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



Sources : SDES, Sit@del2, estimations à fin mars 2021

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : commercialisation

LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS COLLECTIFS NEUFS EN NET RECUL

Au 4^{ème} trimestre 2020, comme aux deux trimestres précédents, la commercialisation francilienne de bâtiments résidentiels collectifs est au ralenti. En témoigne la diminution simultanée des mises en ventes et des réservations de logements. Le nombre de logements collectifs neufs commercialisés au 4^{ème} trimestre 2020 est de 5 099 logements (contre 6 885 logements au 4^{ème} trimestre 2019), soit une diminution de -29,0% par rapport au quatrième trimestre 2019. Il est à rappeler que cet indicateur était déjà en baisse au 4^{ème} trimestre 2019 (-14,5%) par rapport au 4^{ème} trimestre 2018, et que ce nouveau recul de la construction collective neuve est d'autant plus alarmant qu'il s'inscrit dans un contexte déjà difficile. Parallèlement, les réservations sont en baisse de -35,3% sur la même période (4^{ème} trimestre 2020), avec 6 541 logements réservés entre début octobre et fin décembre 2020. Cette chute des mises en vente, constatée sur plusieurs trimestres, pèse à nouveau sur le stock disponible à la fin du 4^{ème} trimestre 2020, malgré le recul constaté sur les réservations. Seuls 21 490 logements collectifs neufs sont disponibles à la vente à la fin du 4^{ème} trimestre 2020, soit -17,4% par rapport à la même période l'année précédente. La tendance sur les prix au 4^{ème} trimestre 2020 témoigne également de la situation du secteur de la commercialisation de logements collectifs neufs : les prix stagnent (0% par rapport au 4^{ème} trimestre 2020) à l'image de l'activité de la branche.

Les chiffres de ce trimestre concordent avec la tendance générale sur l'année 2020 : les quatre derniers trimestres cumulés sont marqués par une baisse de l'ordre de -39,7% du nombre de logements collectifs mis en vente et de -32,6% des logements réservés, par rapport à 2019.

RESERV. LOGEMENTS COLLECTIFS CUMUL 4 TRIM AU 4^e TRIM. 2020

26 260 lgts

-32,6% ▼

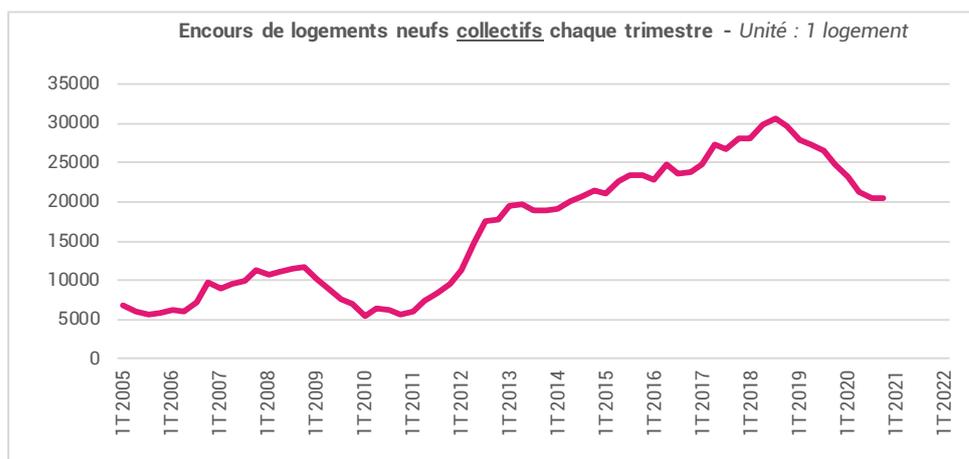
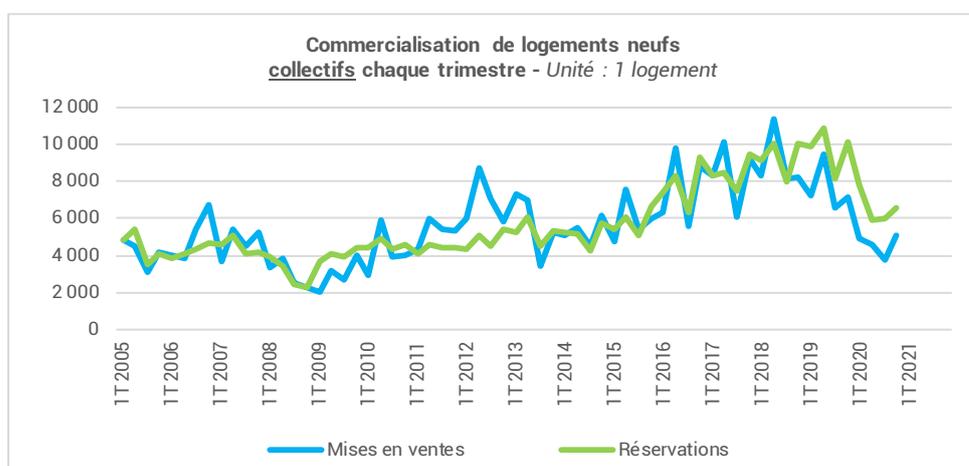
(EVOLUTION 1 AN)

La commercialisation de logements neufs collectifs	4 ^e trimestre 2020 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	5 099 lgts	-29,0%	▼
Réservations ⁽²⁾	6 541 lgts	-35,3%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	20 490 lgts	-17,4%	▼
Prix des logements collectifs	5 097 €/m ²	0,0%	=
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	18 345 lgts	-39,7%	▼
Réservations	26 260 lgts	-32,6%	▼

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés



Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment résidentiel : commercialisation

LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS INDIVIDUELS NEUFS EN FORTE BAISSÉ

En Île-de-France, la tendance constatée sur les mises en vente pour le logement collectif touche plus durement encore le logement individuel, au 4^{ème} trimestre 2020. Ainsi, les mises en vente de logements neufs individuels se contractent très fortement entre début octobre et fin décembre 2020, avec à peine plus d'une centaine de logements mis en vente, soit -43,6 de moins qu'à la même période l'année précédente (4^{ème} trimestre 2019). Cette forte chute des mises en vente, pèse sur le stock disponible, qui diminue de -34,1% au quatrième trimestre 2020 (par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente), avec seulement 634 logements disponibles à la vente à fin décembre 2020. Cette pression sur le stock de logements individuels neufs disponibles impacte positivement les prix (+3,0%) malgré les diminutions simultanées de l'offre et de la demande au 4^{ème} trimestre 2020. En effet, sur la même période, les réservations de logements individuels neufs chutent de plus de plus de 40% (42,2%), avec seulement 214 logements réservés au 4^{ème} trimestre 2020.

Bien que la situation au 4^{ème} trimestre 2020 semble plus difficile pour la commercialisation de logements neufs individuels que collectifs, la tendance globale sur l'année 2020 ne semble pas aller dans ce sens, puisque les mises en vente et les réservations de logements diminuent relativement moins dans l'individuel que dans le collectif sur les 12 derniers mois (début janvier – fin décembre 2020). La commercialisation de logements individuels neufs (mises en ventes et réservations) chutent toutefois de plus de 30% sur l'année 2020. Au final, on compte seulement 625 mises en vente et 1 162 réservations de logements individuels neufs en 2020.

RESERV. LOGEMENTS INDIVIDUELS

CUMUL 4 TRIM AU 4° TRIM. 2020

1 162 lgts

-30,3% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

La commercialisation de logements neufs individuels	4° trimestre 2020 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente ⁽¹⁾	101 lgts	-43,6%	▼
Réservations ⁽²⁾	214 lgts	-42,2%	▼
Stock disponible ⁽³⁾ (à la fin du trimestre)	636 lgts	-34,1%	▼
Prix des logements individuels	382 793 €/lot	+3,0%	▲
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	625 lgts	-31,1%	▼
Réservations	1 162 lgts	-30,3%	▼

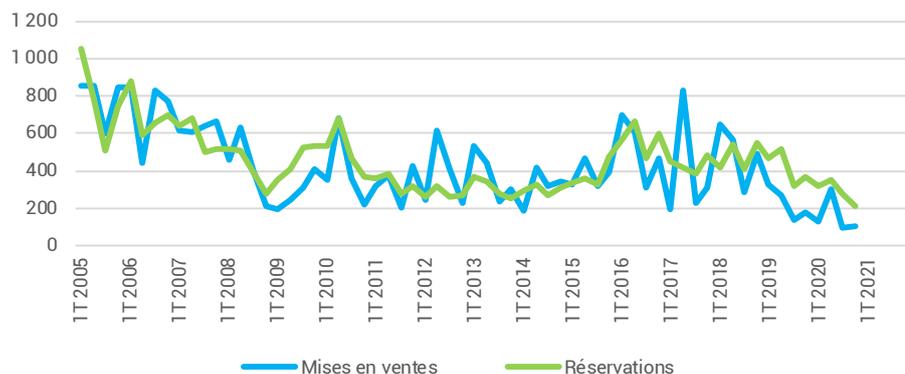
(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

Commercialisation de logements neufs individuels chaque trimestre

Unité : 1 logement



Encours de logements neufs individuels chaque trimestre

Unité : 1 logement



Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

Sources : SDES, ECLN (données brutes)

Bâtiment - Construction neuve

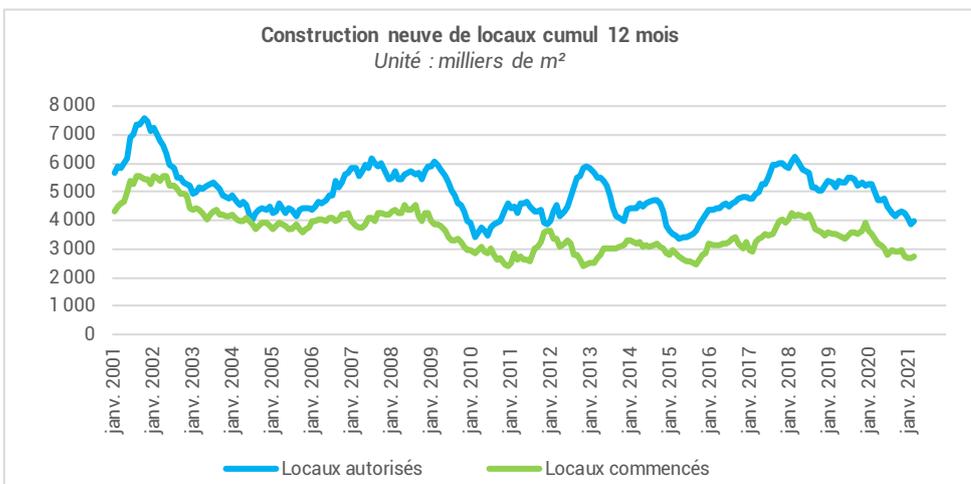
Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

CHUTE DE LA CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX

Comme pour la construction neuve de logements, les chiffres de la construction neuve de locaux cumulés sur 12 mois à fin mars 2021 témoignent de l'effet de la crise sanitaire de 2020/2021, en permettant une comparaison avec la situation prévalant avant la crise sanitaire. Aussi, entre début avril 2020 et fin mars 2021, seules 2731 millions de m² de surfaces de locaux ont été commencés, soit -18,6% de moins que l'année précédente à la même période. Les autorisations enregistre une baisse du même ordre : les surfaces de locaux autorisés diminuent de -20,1%, pour un total de 4000 millions de m² autorisés sur les 12 derniers mois à fin mars 2021. Les surfaces de locaux autorisées et mises en chantier (cumulées sur 12 mois) n'avaient pas été aussi peu nombreuses depuis 2016.

La situation est globalement mauvaise pour la grande majorité des régions de France métropolitaine. Seule la Normandie enregistre une hausse, par ailleurs particulièrement spectaculaire, de ses surfaces de bâtiment non-résidentiel mises en chantier. Les régions du centre et du Sud-Est (Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val-de-Loire...etc.) connaissent un recul de leur construction neuve de locaux relativement moins conséquent (environ 8%) que les régions du Nord-Ouest (Bretagne, Pays-de-la-Loire, Nouvelle-Aquitaine, Hauts-de-France...etc.) (autour de 22%). L'Île-de-France, tout en faisant partie de cette seconde catégorie, ne figure toutefois pas en tête de liste des régions les plus affectées par la crise sanitaire, sur les 12 derniers mois à fin mars 2021.

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2021 Evol 1 an		
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	2 731 mill. m ²	-18,6%	▼
Total locaux autorisés	4 000 mill. m ²	-20,1%	▼



MISES EN CHANTIER

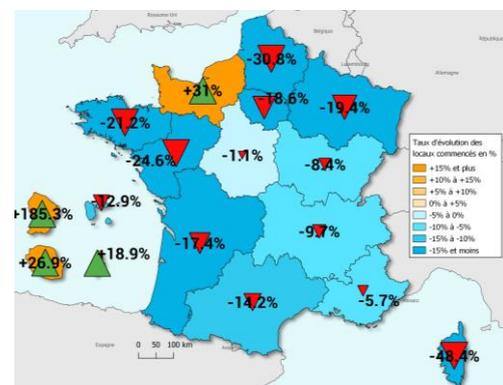
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2021)

2 731 mill. m²

-18,6% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Locaux commencés sur 12 mois à fin mars 2021
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



Réalisation : GIE Réseau des CERC

AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2021)

4 000 mill. m²

-20,1% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

LA CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX EN REcul DANS PRESQUE TOUS LES SECTEURS

La diminution des surfaces de locaux mises en chantier (-18,6%) affecte tous les secteurs, exception faite des bâtiments agricoles, dont la construction neuve (en termes de locaux commencés) a connu un essor spectaculaire de près de 60% sur les 12 derniers mois, à fin mars 2021. La chute des surfaces de bâtiments non-résidentiels mises en chantier s'explique à la fois par la relativement importante diminution des surfaces de locaux commencées dans le secteur privé non agricole (-13,2%) et la très forte baisse des mises en chantier de locaux dans le secteur public (-39,6%). Dans le secteur privé (non agricole) en particulier, ce sont les surfaces de locaux industriels qui connaissent un très net recul (-56%) et pèsent sur le Bâtiment non-résidentiel dans son ensemble. Les mises en chantier de surfaces d'entrepôts ont quant à elle connu une forte hausse entre début avril 2020 et fin mars 2021.

S'agissant des autorisations, le constat est relativement différent. Contrairement à la tendance prévalant pour les mises en chantier, les bâtiments agricoles et les entrepôts témoignent d'une baisse de leur surfaces de locaux autorisés sur les 12 derniers mois à fin mars 2021, avec respectivement -7,3% et -34%. En revanche, la baisse des surfaces autorisées dans le secteur public, bien qu'importante, est nettement moins forte en comparaison avec la chute des mises en chantier constatées dans ce secteur sur la même période.

MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2021)

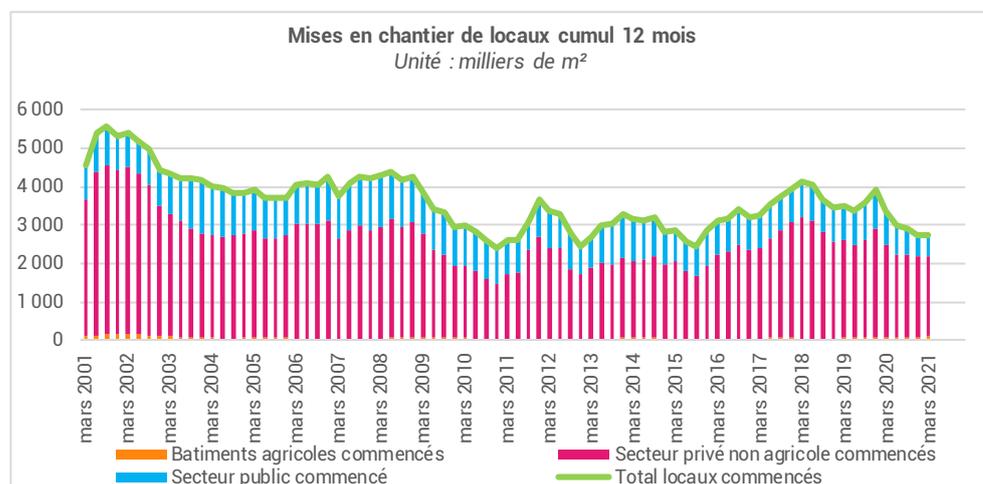
2 731 mill. m²**-18,6%** ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2021 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	2 731 mill. m²	-18,6%	▼
Bâtiments agricoles	112 mill. m²	+59,7%	▲
Secteur privé non agricole	2 083 mill. m²	-13,2%	▼
Dont locaux industriels	114 mill. m ²	-56,0%	▼
Dont commerces	283 mill. m ²	-16,8%	▼
Dont bureaux	806 mill. m ²	-17,4%	▼
Dont entrepôts	630 mill. m ²	+20,4%	▲
Dont autres locaux	251 mill. m ²	-17,1%	▼
Secteur public	536 mill. m²	-39,6%	▼

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2021 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	4 000 mill. m²	-20,1%	▼
Bâtiments agricoles	196 mill. m²	-7,3%	▼
Secteur privé non agricole	2 980 mill. m²	-21,1%	▼
Dont locaux industriels	341 mill. m ²	-15,1%	▼
Dont commerces	412 mill. m ²	-25,8%	▼
Dont bureaux	1 183 mill. m ²	-21,0%	▼
Dont entrepôts	615 mill. m ²	-34,0%	▼
Dont autres locaux	429 mill. m ²	+9,5%	▲
Secteur public	824 mill. m²	-19,2%	▼

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.



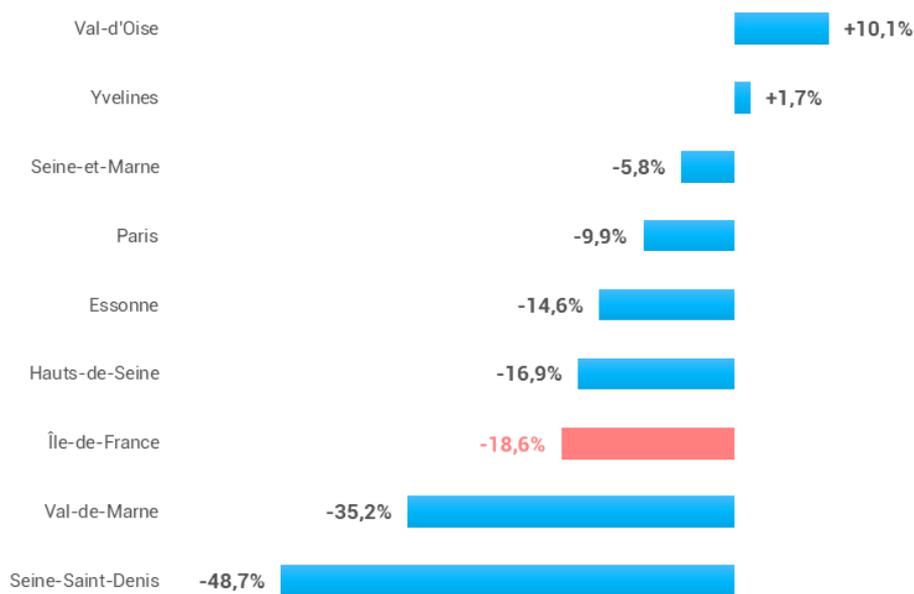
Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Bâtiment - Construction neuve

Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

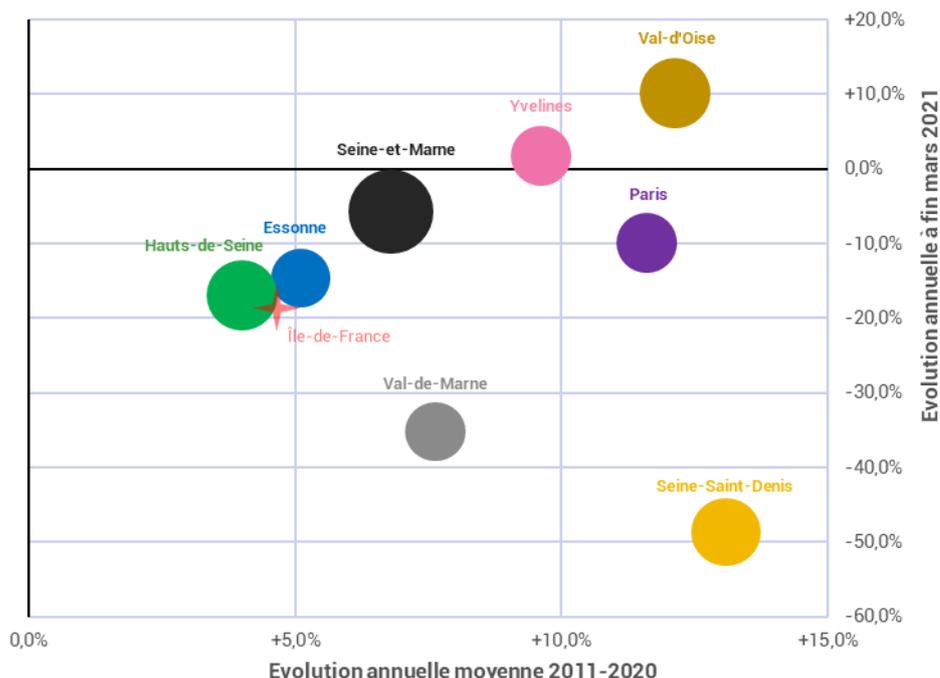
Les mises en chantier de locaux dans les départements
Évolution du cumul 12 mois à fin mars 2021

Unité : % d'évolution à 1 an

LA CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX :
UNE ACTIVITÉ EN PROIE À DE FORTES
DISPARITÉS TERRITORIALES EN ÎLE-DE-
FRANCE

De la même manière que la construction de logements neufs, les mises en chantier de locaux connaissent des évolutions très contrastées dans les différents départements d'Île-de-France sur les 12 derniers mois à fin mars 2021. Tandis que certains départements parviennent, malgré la crise, à enregistrer des augmentations de leurs surfaces de locaux mis en chantier, comme c'est le cas du Val-d'Oise (+10,1%) et des Yvelines (+1,7%), les autres connaissent des évolutions négatives et d'ampleurs variables de leurs surfaces de locaux commencés sur la même période. Ces dernières oscillent entre -5,8% (Seine-et-Marne) et -48,7% (Seine-Saint-Denis).

Les évolutions comparées des dynamiques sur courte et longue période des mises en chantier de logements par département nous permettent de mettre en évidence un certain phénomène d'inertie des disparités territoriales. Exception faite de la Seine-Saint-Denis, les départements dont les mises en chantier sont les plus nombreuses et les plus en hausse sur les 12 derniers mois (Val-d'Oise, Paris, Yvelines) sont également ceux dont le nombre de logements commencés est le plus en hausse par rapport au nombre moyen annuel de logements commencés par an sur la période 2010-2019. De la même manière, un phénomène d'inertie équivalent et opposé peut être mis en évidence pour les départements témoignant de très fortes diminutions de leurs mises en chantier, comme par exemple les Hauts-de-Seine et l'Essonne.

Les mises en chantier de locaux
Évolutions comparées courte période / longue période
Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2011-2020
La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois

Note de lecture du graphique : En Seine-Saint-Denis, les surfaces de locaux mises en chantier, cumulées sur un an à fin mars 2021, sont en baisse de près de -48,7% par rapport à la même période l'année précédente. En revanche, ces surfaces sont en hausse d'environ +13% par rapport au nombre moyen annuel de locaux commencés par an sur la période 2010-2019. La taille de la bulle correspond à la surface de locaux commencés sur un an.

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Bâtiment - Entretien-rénovation

Activité constatée

FORTE CROISSANCE L'ACTIVITE D'ENTRETIEN-RENOVATION

Au 1^{er} trimestre 2021, l'activité d'entretien-rénovation connaît une croissance inédite sur l'ensemble du territoire national* (par rapport au 1^{er} trimestre 2020). En moyenne, en France métropolitaine, l'activité d'entretien-rénovation croît de près de 10% (9,9%) en volume et de presque 12% en valeur (11,7%) sur cette période par rapport à la même période l'année précédente (1^{er} trimestre 2020). Cet indicateur est par ailleurs soumis à de relativement faibles disparités interrégionales : au 1^{er} trimestre 2021, le taux d'évolution de l'activité d'entretien rénovation (en volume oscille entre +9,3% et +10,7% selon les régions.

En Île-de-France, au 1^{er} trimestre 2021, l'activité d'entretien-rénovation des entreprises de Bâtiment connaît une hausse de +9,5% en volume et de 11,3% en valeur. Bien que les secteurs du logement et du bâtiment non-résidentiel connaissent des évolutions positives conjointes de leur activité d'entretien-rénovation, cette dynamique demeure nettement plus marquée dans le secteur du bâtiment résidentiel. En effet, tandis que l'activité d'entretien-rénovation de logement croît de 10,7% (en volume) au 1^{er} trimestre 2021, elle augmente de 5,7% dans le secteur des locaux, sur cette même période. Cette tendance prévaut également au niveau national, dans des proportions comparables (+11,1% dans le bâtiment résidentiel et +6,0% dans le bâtiment non-résidentiel).

Evolution en volume de l'activité d'entretien-rénovation	4 ^e trimestre 2020 - Evol 1 an	
De logements		
Île-de-France	+10,7%	▲
France	+11,1%	▲
De bâtiments non-résidentiels		
Île-de-France	+5,7%	▲
France	+6,0%	▲

LA RENOVATION ENERGETIQUE EN PLEIN ESSOR

Au 1^{er} trimestre 2021, l'activité de rénovation énergétique en Île-de-France est, à l'image de l'entretien-rénovation dans sa globalité, en forte croissance (par rapport au 1^{er} trimestre 2020). En effet, l'activité de rénovation énergétique croît de +8,9% en volume et de +10,7% en valeur au 1^{er} trimestre 2021 (par rapport au 1^{er} trimestre 2020), en Île-de-France. Ces chiffres demeurent légèrement inférieurs à la moyenne nationale, à savoir 10,0% en volume et +10,7% en valeur.

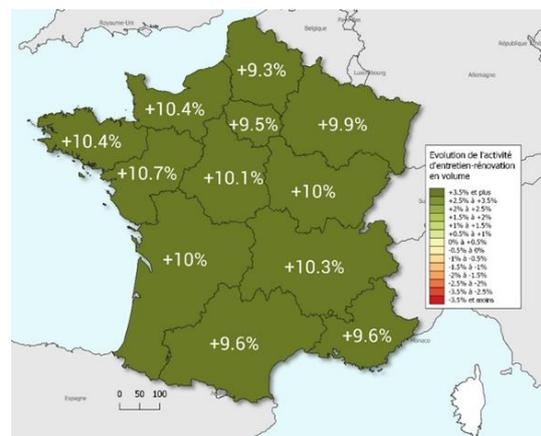
Toutefois, en Île-de-France, comme au niveau national, la tendance est la même : l'activité de rénovation énergétique augmente d'avantage en valeur qu'en volume. Les régions du Centre, de l'Est et de l'Ouest témoignent toutefois de valeurs de cette indicateur légèrement plus élevées (plus de 10%) que les régions du Nord et du Sud (moins de 10%). L'Île-de-France demeure la région de France métropolitaine qui connaît la plus faible hausse de son activité de rénovation énergétique en volume au 1^{er} trimestre 2021 (comparativement avec les autres régions).

La situation au 1^{er} trimestre 2021 est globalement très encourageante. La rénovation énergétique, particulièrement favorisée par les aides du Plan de relance du gouvernement, semble connaître un succès inédit.*

EVOLUTION DE L'ACTIVITE D'ENTRETIEN-RENOVATION EN VOLUME AU 1^{er} TRIMESTRE 2021

+9,5% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

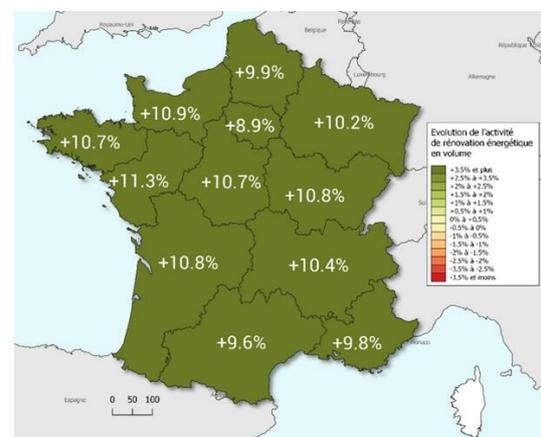


Réalisation : GIE Réseau des CERC

EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE RENOVATION ENERGETIQUE EN VOLUME AU 1^{er} TRIMESTRE 2021

+8,9% ▲

(EVOLUTION 1 AN)



Réalisation : GIE Réseau des CERC

* **Attention** : les évolutions étant calculées par rapport au 1^{er} trimestre 2020, au cours duquel a débuté la crise sanitaire de 2020 et le 1^{er} confinement, marqué par un arrêt total de l'activité, ces indicateurs sont à interpréter avec précaution.

Bâtiment - Entretien-rénovation

Perspectives d'activité

CARNETS DE COMMANDES

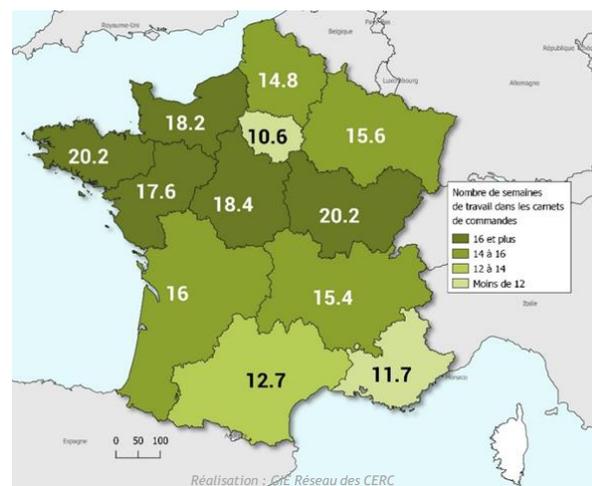
LE NIVEAU DE CARNETS DE COMMANDES DES ENTREPRISES EN HAUSSE

En Île-de-France, les perspectives d'activité en entretien-rénovation pour le 2ème trimestre 2021 sont relativement bonnes. A la fin du 1er trimestre 2021, les carnets de commandes des entreprises franciliennes leur garantissent 10,6 semaines de travail. Cet indicateur est en nette augmentation par rapport au trimestre précédent (9,2 semaine au 4ème trimestre 2020), laissant présager une reprise de la demande en ce début d'année 2021, bien que le taux de remplissage des carnets de commandes des entreprises n'ait pas encore tout à fait retrouvé son niveau d'avant crise.

L'Île-de-France demeure en revanche la région de France métropolitaine ayant les carnets de commandes les moins bien remplis. En moyenne, à la fin du 1er trimestre 2021 en France métropolitaine (hors Corse), les entreprises disposent de commandes leur garantissant 14,4 semaines de travail, soit +3,8 semaines de plus qu'en Île-de-France. Les régions du Nord-Ouest et du Centre (Bretagne, Normandie, Pays-de-la-Loire, Centre-Val-de-Loire, et Bourgogne-Franche-Comté) témoignent de carnets de commandes garantissant entre 17,6 et 20,2 semaines, soit près de deux fois le nombre de semaines de travail garanties en Île-de-France.

SEMAINES DE TRAVAIL GARANTIES EN MOYENNE PAR LES CARNETS DE COMMANDES DES ENTREPRISES EN ENTRETIEN-RÉNOVATION A LA FIN DU 1^{er} TRIMESTRE 2021

10,6 ▲
(EVOLUTION 1 AN)



OPINIONS DES ENTREPRISES

ANTICIPATIONS D'ACTIVITE EN ENTRETIEN-RENOVATION : LES PROFESSIONNELS DU BÂTIMENT RELATIVEMENT OPTIMISTES

Les professionnels du Bâtiment sont relativement pessimistes s'agissant de leurs perspectives d'activité en entretien-rénovation pour le 2ème trimestre 2021. La majorité des entreprises franciliennes du Bâtiment (53%) estiment que leur montant de facturation d'entretien-rénovation ne va pas augmenter au trimestre prochain (2ème trimestre 2021) et seules 22% des chefs d'entreprises anticipent une hausse (légère ou forte) desdits montants, sur la même période. Par ailleurs, un quart (25%) des professionnels franciliens du Bâtiment estiment que leur situation va se dégrader, s'agissant de leurs montants en de facturation d'entretien-rénovation, au 2ème trimestre 2021, par rapport au 1er trimestre 2021.

Le solde d'opinion des entreprises est ainsi quasi nul (-4) : les entreprises franciliennes du Bâtiment prévoient que leur activité d'entretien-rénovation au 2ème trimestre 2021 sera globalement comparable à celle du trimestre précédent. Toutefois, ces éléments demeurent encourageants compte tenu de la situations prévalant les trimestres précédents. En effet, le solde d'opinion des entreprises pour le 2ème trimestre 2021 (-4) est 25 points plus élevé que celui du trimestre précédent (-29 pour le 1er trimestre 2021) et 19 points plus élevé que celui des prévisions pour le 4ème trimestre 2020 (-23).

PART DES PROFESSIONNELS QUI PRÉVOIENT UNE LÉGÈRE OU FORTE HAUSSE DE LEUR MONTANT DE FACTURATION D'ENTRETIEN-RÉNOVATION POUR LE 2^{ème} TRIMESTRE 2021

22% ▲
(EVOLUTION 1 TRIM.)

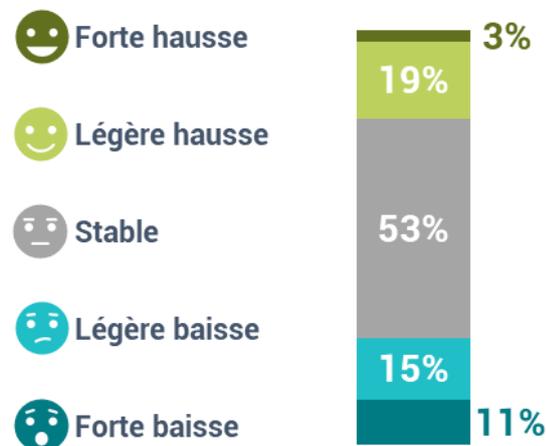
* **Attention** : les évolutions étant calculées par rapport au 1^{er} trimestre 2020, au cours duquel a débuté la crise sanitaire de 2020 et le 1^{er} confinement, marqué par un arrêt total de l'activité, ces indicateurs sont à interpréter avec précaution.

Solde d'opinion* des entreprises sur l'évolution de leur montant de facturation pour le 2^{ème} trimestre 2021...

... en entretien-rénovation



* Solde d'opinion : % d'entreprises prévoyant une légère ou forte hausse - % d'entreprises prévoyant une légère ou forte baisse de leur montant de facturation d'entretien-rénovation



Source : Réseau des CERC - Unité : % d'entreprises relevant du champ d'observation décrit dans la Méthodologie

Bâtiment - Entretien-rénovation

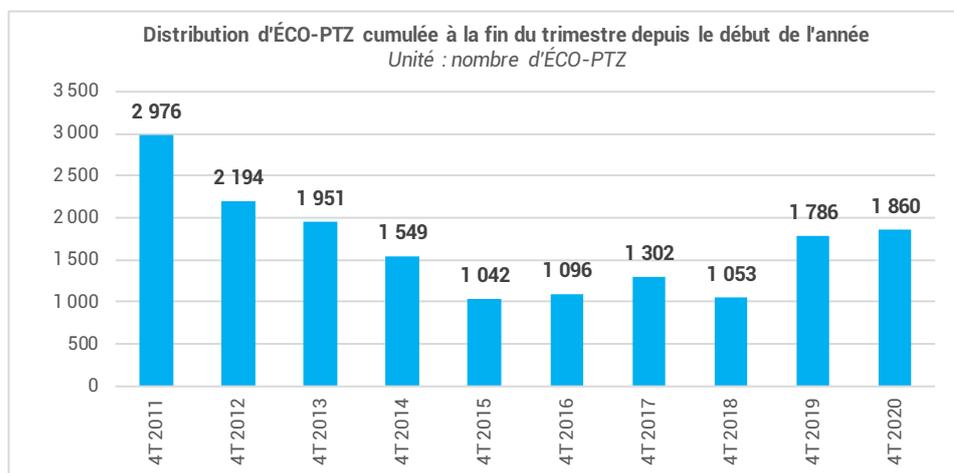
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro

STAGNATION DE L'ECO-PTZ EN 2020

Les travaux liés à l'ECO-PTZ connaissent un développement particulier sur l'année 2020. Tandis que les trois premiers trimestres de l'année sont marqués par un essor fulgurant de l'ECO-PTZ (+41,7% en nombre de prêts et +22,4% en volume de prêts réalisés), les chiffres à la fin du 4^{ème} trimestre 2020 témoignent au contraire de la stagnation du recours à ce dispositif. En effet, le nombre d'ECO-PTZ distribués sur l'année 2020 connaît une modeste hausse (+4,1%) par rapport à l'année 2019, tandis que le volume de travaux réalisés via le dispositif de l'ECO-PTZ stagne parfaitement (0%). Nous pouvons en conclure que le 4^{ème} trimestre de l'année 2020 est marqué par un recours particulièrement faible du recours à l'ECO-PTZ.

Ainsi, légèrement plus de prêts ont été distribués dans le cadre de l'ECO-PTZ, pour un montant de travaux réalisés comparables à l'année précédente. En moyenne, chaque prêt distribué finance un montant de travaux légèrement moindre que l'année précédente.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 4 ^e trimestre 2020 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	31,31 M€	0,0%	=
Nombre d'ÉCO-PTZ	1 860 ÉCO-PTZ	+4,1%	▲



LE PTZ+ EN DÉCLIN DANS LE NEUF ET DANS L'ANCIEN

Au 4^{ème} trimestre 2020, le nombre de PTZ+ accordés se contracte à la fois dans l'ancien et dans le neuf, bien que dans des proportions différentes. Dans le neuf, à peine plus de 3 794 prêts ont été délivrés au 4^{ème} trimestre 2020, soit près d'un quart (-23,9%) de moins qu'à la même période l'année précédente (4^{ème} trimestre 2019). Dans l'ancien, le constat est légèrement moins négatif : seuls 170 prêts ont été distribués entre septembre et décembre 2020. Le nombre de PTZ+ distribués dans l'ancien a ainsi diminué de -11% au 4^{ème} trimestre 2020.

Cette tendance à la baisse au recours au dispositif PTZ+ est à mettre en relation avec le déclin de la commercialisation de logements, en net déclin en 2020. Les mises en vente et les réservations de logements étant particulièrement peu nombreuses sur cette période, la conjoncture offre peu d'occasion aux particuliers d'avoir recours au PTZ+.

Prêts à 0% PTZ+	4 ^e trimestre 2020 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	3 794	-23,9%	▼
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	170	-11,0%	▼

VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS

ECO-PTZ

DE JANVIER À FIN DU 4^e TRIM. 2020

31,31 M€

0,0%



(EVOLUTION 1 AN)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

PRETS A 0% PTZ+

DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

EN 1 AN AU 4^e TRIMESTRE 2020

3 794 prêts

-23,9%



(EVOLUTION 1 AN)

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :

SGFGAS (données brutes)

2 Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

ACTIVITÉ RÉCENTE ET PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ

LES TP FRANCILIENS ENTRE CONJONCTURE DIFFICILE ET PRÉVISIONS OPTIMISTES

Au 1^{er} trimestre de l'année 2021, l'activité connaît une tendance à la baisse dans les Travaux Publics franciliens. Le solde d'opinion des chefs d'entreprises de TP, s'agissant de l'activité du 1^{er} trimestre 2021 est très largement négatif (-48) : il y a donc plus d'entreprises (48% du total des entreprises) qui considèrent que l'activité récente est en baisse, que d'entreprises qui estiment que cette dernière est en hausse. Ce solde d'opinion est moins favorable qu'aux deux derniers trimestres (+14 et +21 aux 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2020). Cet indicateur, qui estime l'opinion des entrepreneurs quant à leur activité, était en hausse sur le 2^{ème} semestre 2021. Le solde d'opinion concernant l'activité récente est très nettement inférieur à sa valeur de long terme. Il est à noter que cet indicateur a rarement été aussi bas, 2^{ème} trimestre 2020 (en plein milieu de la crise sanitaire et du 1^{er} confinement) exclu. Il concorde avec les anticipations faites par les chefs d'entreprises au trimestre précédent (4^{ème} trimestre 2020), ces derniers ayant prévu un recul de l'activité pour le début d'année 2021. Cette baisse d'activité peut être imputée à la chute de la commande publique enregistrée sur l'année 2020.

En revanche, les prévisions d'activité pour le prochain trimestre sont, quant à elles, plus optimistes. Le solde d'opinion des chefs d'entreprises de TP, s'agissant de l'activité prévue au 2^{ème} trimestre 2021, est positif et égal à +18. Ainsi, il y a plus d'entreprises (18% du total des entreprises) qui prévoient une hausse de leur activité au prochain trimestre (par rapport au précédent) que d'entreprises qui anticipent une baisse de cette dernière.

Les anticipations des entreprises sur les effectifs futurs concordent avec le ressenti des chefs d'entreprises quant à l'activité à venir. A l'aune de leurs prévisions d'activité optimistes au 2^{ème} trimestre 2021, les entreprises estiment globalement et raisonnablement que leurs effectifs futurs vont augmenter.

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	Evol 1 trimestre	
Prévisions d'activité pour le 2 ^e trimestre 2021	18	▲
Activité récente du 1 ^e trimestre 2021	-48	▼

ACTIVITÉ RÉCENTE

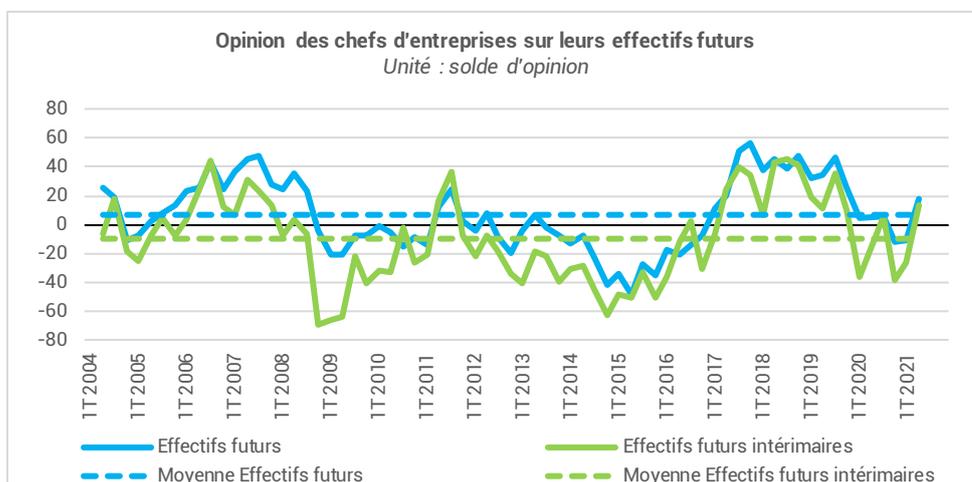
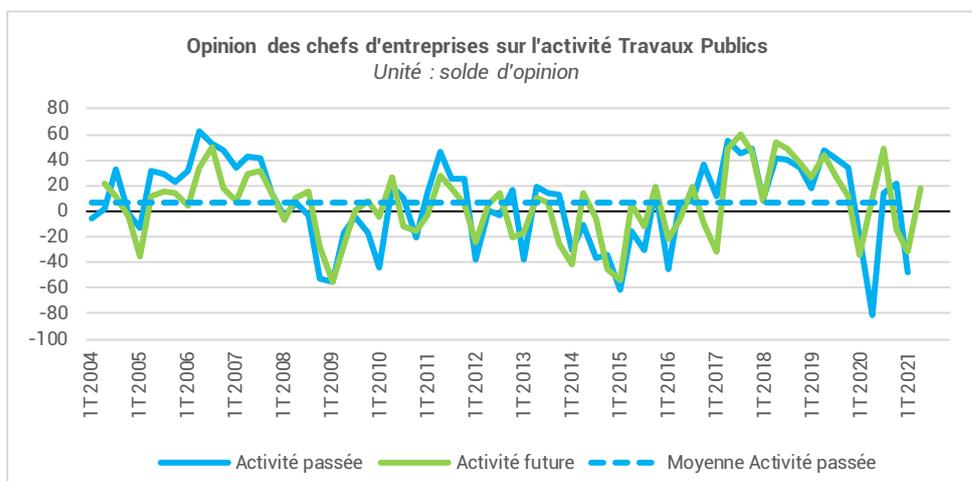
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 1^{er} TRIMESTRE 2021

-48 ▼

PRÉVISION D'ACTIVITÉ

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES
AU 2^o TRIMESTRE 2021

18 ▲



Note : Solde d'opinion : écart entre% des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

2 Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

HAUSSE DU NIVEAU DE CARNETS DE COMMANDES, STAGNATION DES DELAIS DE PAIEMENT ET BAISSSE DES PRIX PRATIQUÉS AU T1 2021

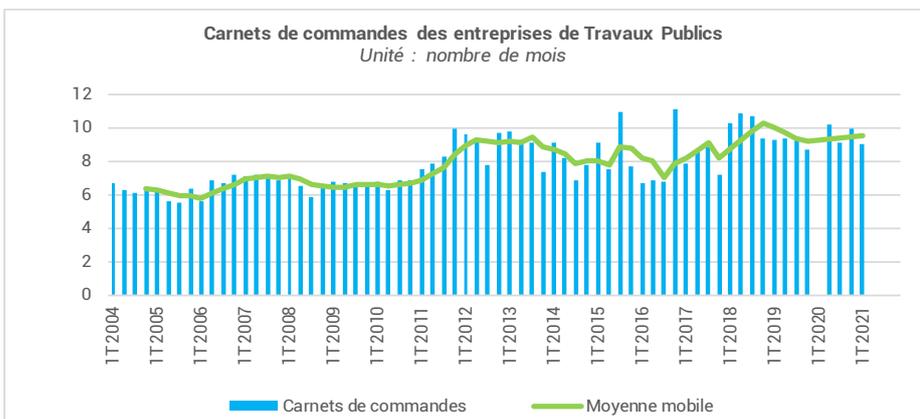
Au 1^{er} trimestre 2021, les carnets de commandes des entreprises de TP enregistrent une légère augmentation (+0,4 mois), par rapport au 1^{er} trimestre 2020. L'Île-de-France est la seule région de France métropolitaine où les chefs d'entreprises de TP déclarent connaître une hausse de leur niveau de carnet de commandes, ce trimestre. Les carnets de commandes restent en moyenne bien remplis : 9,6 mois au 1^{er} trimestre 2021. Toutefois, comme au trimestre précédent, ce chiffre est susceptible de cacher des inégalités entre les entreprises qui peuvent compter sur les grands projets franciliens en cours, et celles spécialisées sur les travaux publics tout venant.

S'agissant des délais de paiement, le trimestre 2021 est plutôt marqué, comme le trimestre précédent, par une la stagnation. Après la hausse continue de cet indicateur sur les 3 premiers trimestres de 2020, les délais de paiement semblent se stabiliser. Le solde d'opinion des entreprises est ainsi quasi nul (+4) et égal au trimestre précédent (+2 au 4^{ème} trimestre 2020). Au 1^{er} trimestre 2021, il y a presque autant de chefs d'entreprises de TP qui estiment que les délais de paiement ont diminué, que de chefs d'entreprises qui considèrent que ces derniers ont augmenté.

Les soldes d'opinion concernant les prix pratiqués sont négatifs à la fois au 1^{er} trimestre 2021 et dans les prévisions pour le 2^{ème} trimestre 2021. Les prix pratiqués sont donc globalement en baisse, d'après les chefs d'entreprises de TP en fin 2020 et le seront encore en début 2021.

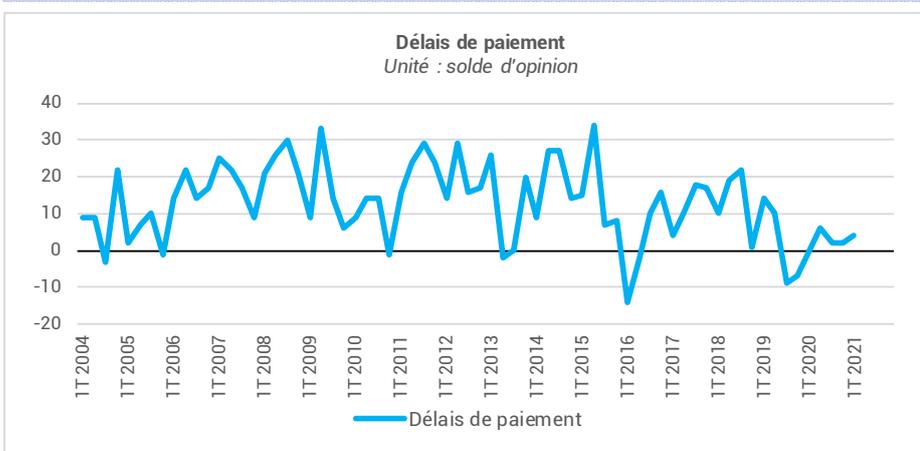
CARNETS DE COMMANDES

Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	1 ^{er} trimestre 2021 - Evol 1 an		
Moyenne des carnets de commandes des quatre derniers trimestres	9,6 mois	+0,4 mois	▲



DÉLAIS DE PAIEMENT

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	1 ^{er} trimestre 2021 - Evol 1 trim.		
Délais de paiement	+4	=	



PRIX PRATIQUÉS

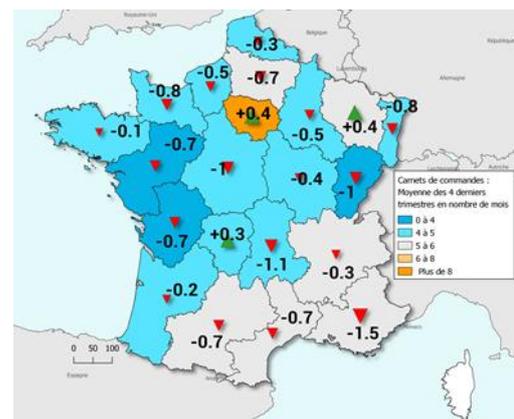
Opinion des chefs d'entreprise sur leurs prix (solde d'opinion)	Evol 1 trimestre		
Prix pratiqués pour le 2 ^{ème} trimestre 2021	-15	▲	
Prix pratiqués au 1 ^{er} trimestre 2021	-49	▼	

CARNETS DE COMMANDES

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES AU 1^{er} TRIMESTRE 2021

+0,4 mois ▲

Carnets de commandes au 1^{er} trimestre 2021
Evolution en nombre de mois par rapport au 1^{er} trimestre 2020



Réalisation : GIE Réseau des CERC

Note : Solde d'opinion : écart entre% des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

DÉLAIS DE PAIEMENT

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES AU 1^{er} TRIMESTRE 2021

+4 =

PRIX PRATIQUÉS

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES AU 1^{er} TRIMESTRE 2021

-49 ▼

Source : Enquête trimestrielle FNT/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

2 Travaux publics

Opinion des chefs d'entreprises

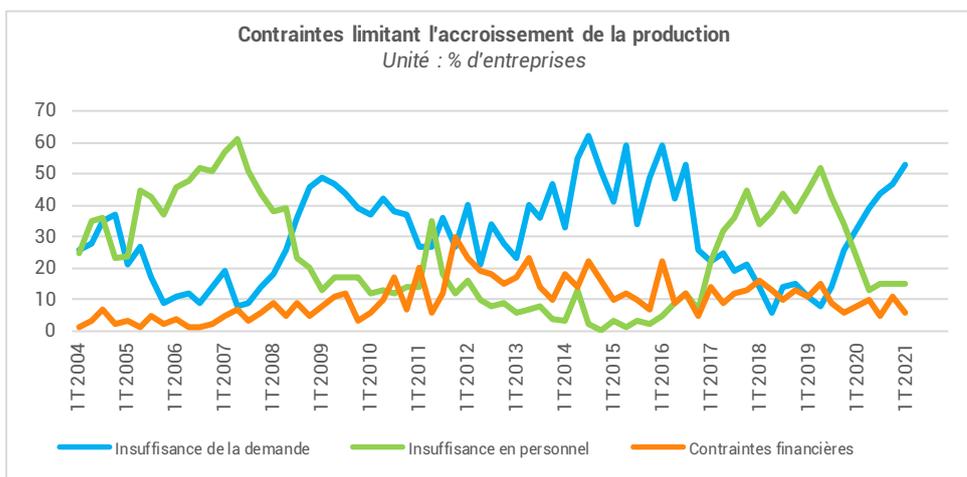
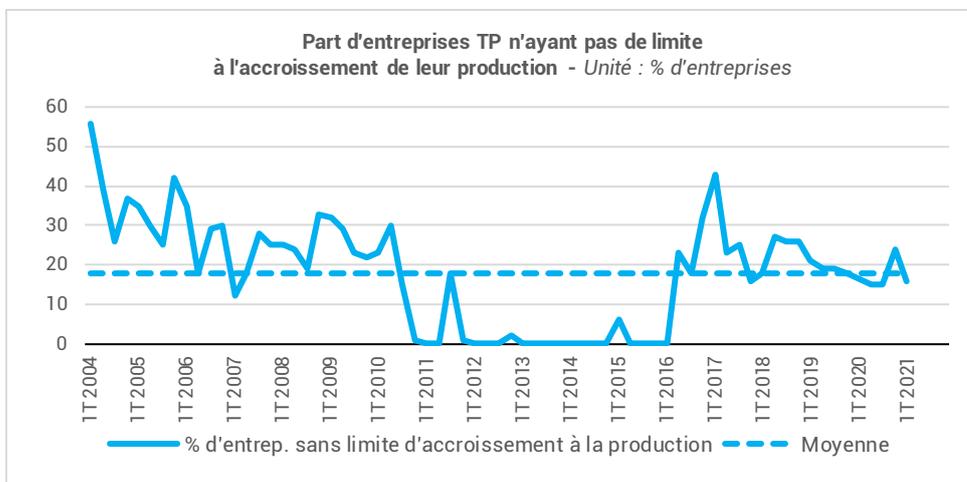
CONTRAINTES DE PRODUCTION

L'INSUFFISANCE DE LA DEMANDE COMME PRINCIPALE CONTRAINTE DE PRODUCTION

Au 1^{er} trimestre 2021, 16% des entreprises de Travaux Publics franciliennes estiment ne rencontrer aucune limite à l'accroissement de leur production. Cet indicateur est environ au niveau de sa moyenne de long termes, ce trimestre.

La contrainte la plus prégnante reste, comme au trimestre précédent, l'insuffisance de la demande, qui concerne plus de la moitié des entreprises (53%), soit 53 points de plus qu'au 1^{er} trimestre 2020. Cet indicateur témoigne, qui témoigne ici des conséquences de la chute de la commande publique ayant eu lieu en 2020, n'a eu de cesse de décroître depuis 2019, après une année électorale et une année de crise sanitaire. Viennent ensuite les insuffisances en personnels (15%), les contraintes financières (6%) et les conditions climatiques (2%), dont la prégnance semble stagner, en tendance, sur l'année 2020/2021.

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	1 ^{er} trimestre 2021 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	16%	+16 pts	▲
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	53%	+53 pts	▲
Insuffisance en personnel	15%	+15 pts	▲
Contraintes financières	6%	+6 pts	▲
Conditions climatiques	2%	+2 pts	▲
Insuffisance de matériel	0%	0 pts	=
Autres facteurs	12%	+12 pts	▲



Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

3 Matériaux

Production et consommation (BPE / granulats / ciment)

BAISSE DE LA PRODUCTION DE BPE ET DE GRANULATS AU DEBUT 2021

Le début de l'année 2021 est marqué par les mêmes tendances que l'année 2020 en termes de production de matériaux de construction, à savoir une baisse relativement importante par rapport à la situation pré crise sanitaire. Ainsi, en janvier 2021, seuls 437 801 m³ de BPE ont été produits, contre 518 509 m³ en janvier 2020, soit -15,6% par rapport à la même période l'année précédente. La production de granulats à fin février 2020 a quant à elle diminué de plus d'un quart par rapport aux deux premiers mois de 2020, avec à peine plus de 1200 kt de granulats produits.

Il est à noter qu'après une forte chute dans la production de matériaux de construction pendant la première partie du confinement (mars/avril 2020), la production de BPE et de granulats est remontée mais tout en restant en dessous du niveau d'avant crise. Par ailleurs, après cette remontée d'après crise, la production de matériaux de construction s'est stabilisée, à un niveau également inférieure à celui d'avant crise. Cette tendance à la stagnation de la production de matériaux de construction semble se poursuivre sur le début de l'année 2021.

PRODUCTION DE BPE

en janvier 2021

437 801 m³

-15,6% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

PRODUCTION DE GRANULATS

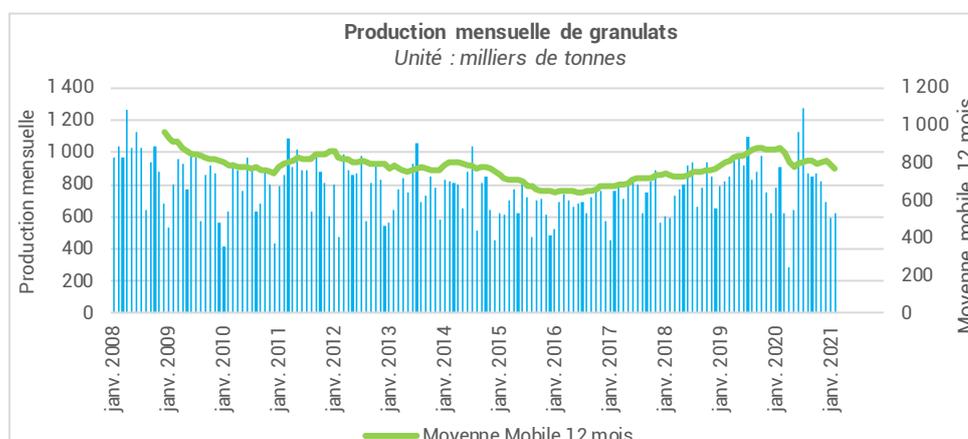
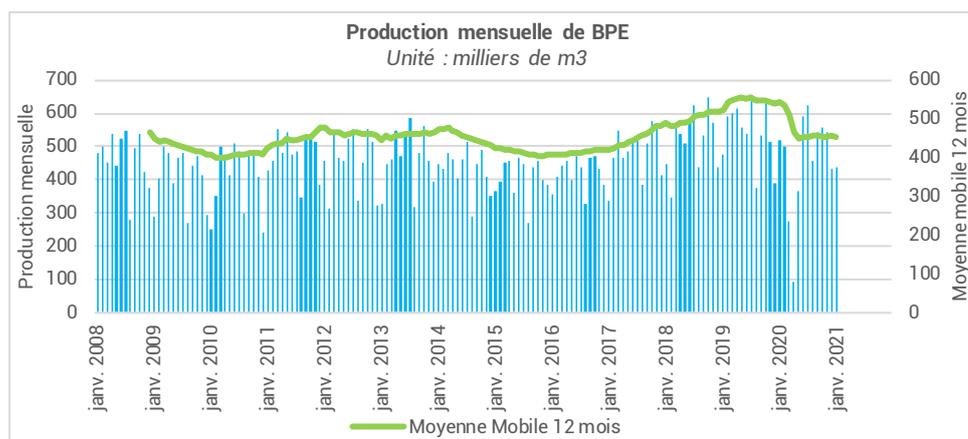
entre janv. et fevr. 2021

1 214 kt

-28,0% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en janvier 2021	437 801 m ³	-15,6%	▼
Prod. de Granulats en février 2021	619 kt	-31,8%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE en janvier 2021	437 801 m ³	-15,6%	▼
Production de Granulats entre janv. et fevr. 2021	1 214 kt	-28,0%	▼



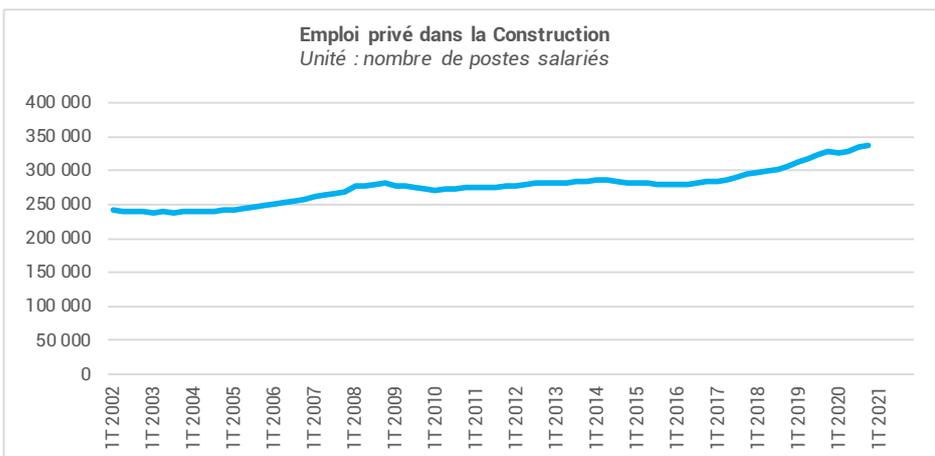
Sources : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

EMPLOI SALARIE

HAUSSE CONTINUE DE L'EMPLOI PRIVÉ DANS LA CONSTRUCTION

Malgré la crise sanitaire et le confinement de l'année 2020, l'emploi salarié n'a eu de cesse de croître, bien qu'à un rythme contraint, dans la Construction, sur l'année 2020. Au 4^{ème} trimestre 2020, l'emploi salarié de la filière augmente de 2,7% par rapport au même trimestre l'année précédente (4^{ème} trimestre 2019), pour atteindre plus de 336 600 salariés. Par ailleurs, l'Île-de-France est la région de France métropolitaine (hors Corse) la mieux lotie s'agissant de son emploi salarié, au 4^{ème} trimestre 2020. Le nombre de postes salariés dans la Construction est toutefois en hausse dans l'ensemble des régions de France.

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4 ^e trimestre 2020 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	336 606 sal.	+2,7%	▲



EMPLOI SALARIÉ

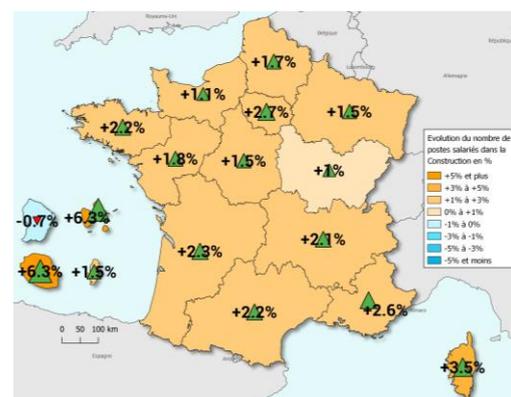
AU 4^e TRIMESTRE 2020

336 606 sal.

+2,7% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

Emploi salarié dans la construction au 4^e trimestre 2020
Evolution par rapport au 4^e trimestre 2019



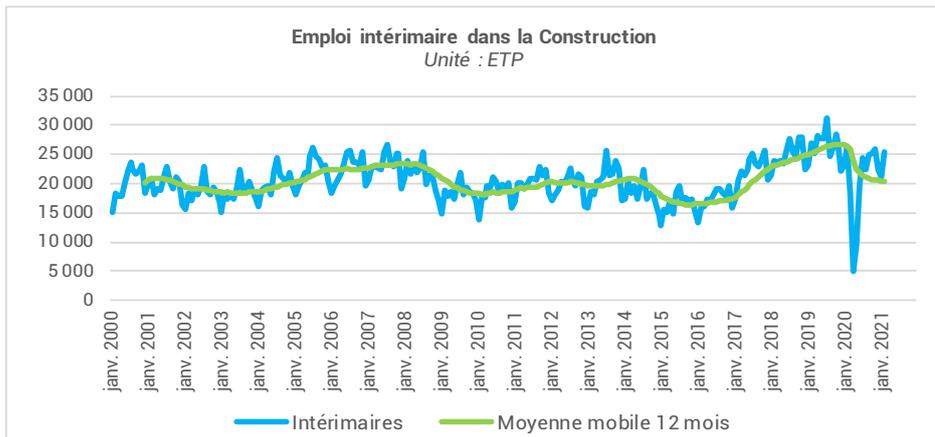
Réalisation : GIE Réseau des CERC

EMPLOI INTERIMAIRE

LEGER RECU DE L'EMPLOI INTÉrimAIRE DANS LA CONSTRUCTION

En février 2021, le secteur de la Construction comptait 25 507 intérimaires en équivalent temps plein (ETP), soit seulement -2,9% de moins qu'en février 2020. Ce chiffre, ainsi que celui de l'évolution de cet indicateur sur 3 mois (-3,7% d'intérimaires sur les 3 derniers mois à fin février 2021, par rapport à la même période l'année précédente), témoigne d'un retour progressif à la normal du recours à l'emploi intérimaire dans le secteur de la Construction. Bien que le nombre d'intérimaires (en ETP) dans la filière Construction n'ait pas encore retrouvé son niveau d'avant crise, ce dernier remonte progressivement. La crise sanitaire de 2020 et ses conséquences avait en effet fortement impacté le recours à l'emploi intérimaire : en moyenne, ce dernier a reculé d'un quart (-23,2%) sur la période début mars 2020 – fin février 2021 (par rapport à la même période l'année précédente).

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Février 2021 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Février 2021	25 507 ETP	-2,9%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Février 2021	22 982 ETP	-3,7%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Février 2021	20 364 ETP	-23,2%	▼



Sources : ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

INTERIMAIRES CONSTRUCTION

MOYENNE 3 MOIS À FIN FÉVRIER 2021

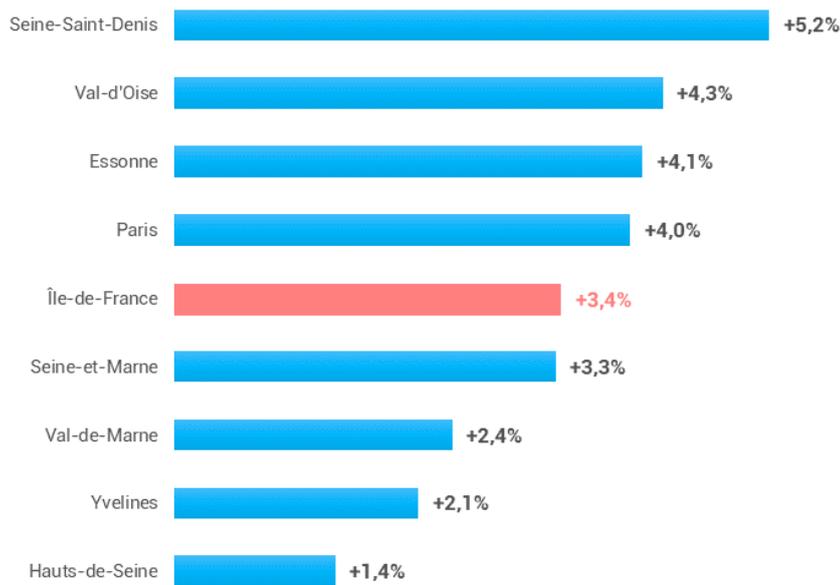
22 982 ETP

-3,7% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Sources :
DARES (données brutes – ETP)

L'emploi salarié dans les départements
moyenne du 1T2020 au 4T2020 / moyenne du 1T2019 au 4T2019
Unité : % d'évolution

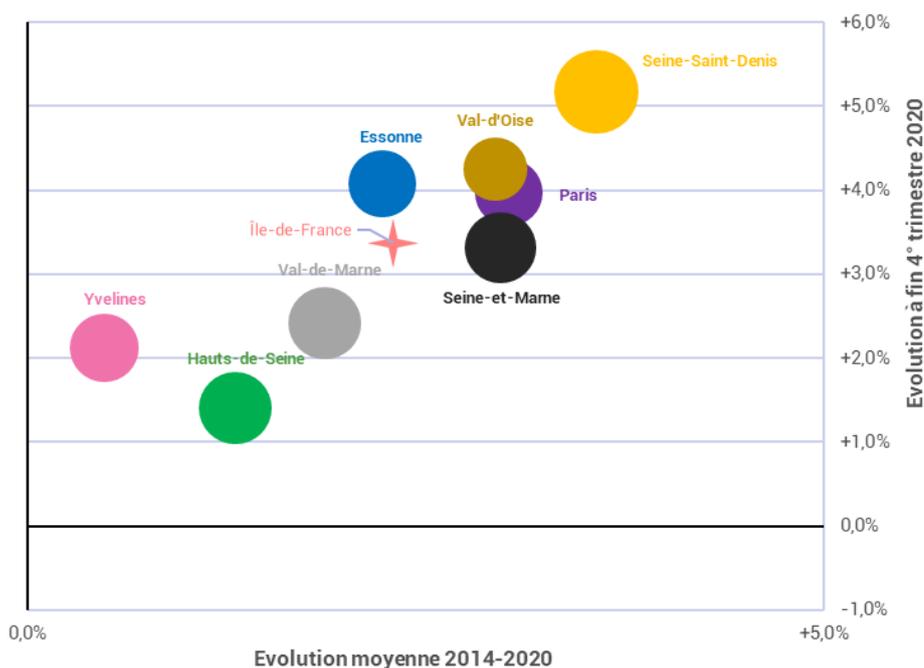


EVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ EN ILE-DE-FRANCE : UNE COMPOSANTE RELATIVEMENT PEU SOUMISE AUX DISPARITÉS TERRITORIALES

Sur l'année 2020, en Ile-de-France, l'emploi salarié est en hausse de +3,4% par rapport à 2019. Par ailleurs, ce dernier a cru dans l'ensemble des départements d'Île-de-France sur cette période. La grande majorité des départements franciliens connaissant des évolutions de leur emploi salarié comparables sur la même période, nous pouvons en conclure que cette composante est soumise à des disparités territoriales relativement faibles. En effet, cet indicateur oscille entre +1,4% et +5,2% sur la période considérée, soit sur une étendue de moins de 4%. Cette faible disparité inter départementale, qui prévalait d'ailleurs déjà avant la crise sanitaire de 2020, s'explique notamment par la forte mobilité géographique des salariés de la région Ile-de-France.

Sur l'année 2020, la Seine-Saint-Denis (5,2%), le Val-d'Oise (4,3%), l'Essonne (4,1%) et Paris (4,0%) enregistrent des taux d'évolution de leurs effectifs salariés, plus élevés que la moyenne régionale (+3,4%). A contrario, les départements de la Seine-et-Marne, du Val-de-Marne, les Yvelines et les Hauts-de-Seine témoignent de taux de variation de leur emploi salarié inférieurs à la moyenne nationale, sur cette même période, avec respectivement +3,3%, +2,4%, +2,1% et +1,4% de hausse de l'emploi salarié sur cette période. La crise sanitaire de 2020 ne semble pas avoir affecté les disparités territoriales relatives à l'emploi salarié francilien : elle n'a pas engendré d'augmentation ou de contraction de ces disparités et ne les a pas bouleversés, les régions les plus dynamiques en terme d'évolution de l'emploi salarié étant les mêmes qu'en 2019.

L'emploi salarié
Evolutions comparées courte période / longue période
Unité : % d'évolution de l'effectif moyen des 4 derniers trimestres par rapport aux 4 trimestres précédents



Les évolutions comparées de l'emploi sur courte et longue périodes sont concordantes. Les départements connaissant les plus fortes augmentations de leurs effectifs salariés sur la période 2014-2020 sont également ceux qui enregistrent les hausses les plus importantes de l'emploi salarié sur l'année 2020 (par rapport à l'année précédente), et réciproquement.

Note de lecture graphique : Dans les Yvelines, l'emploi salarié est en hausse de 2,1% sur l'année 2020, par rapport à 2019. Mais l'emploi salarié est également en hausse d'environ +0,5% en moyenne sur la période 2013-2019, dans ce territoire. La taille de la bulle correspond à la taille des effectifs de l'emploi salarié dans le département.

Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

4 Appareil de production

Demandes d'emploi

HAUSSE DES DEMANDES D'EMPLOI EN FIN DE MOIS DANS LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION

Au 1^{er} trimestre 2021, on enregistre, dans le secteur francilien de la Construction, plus de 44 600 demandes d'emplois en fin de mois, soit +3,2% qu'à la même période l'année précédente (1^{er} trimestre 2020). Cette tendance à la hausse des DEFM affecte toutefois l'ensemble des secteurs économiques, et non pas seulement la filière Construction. Par ailleurs, ce phénomène est nettement moins marqué dans la filière Construction que dans l'ensemble des secteurs économiques, où la hausse des DEFM au 1^{er} trimestre 2021 est de 12,3%.

Il est toutefois à noter que si le pic de DEFM causé par le début de la crise sanitaire de 2020 et le premier confinement semble passé, le nombre de demandes d'emploi en fin de mois se stabilise autour d'un niveau plus élevé que celui prévalant avant la crise.

DEMANDES D'EMPLOI

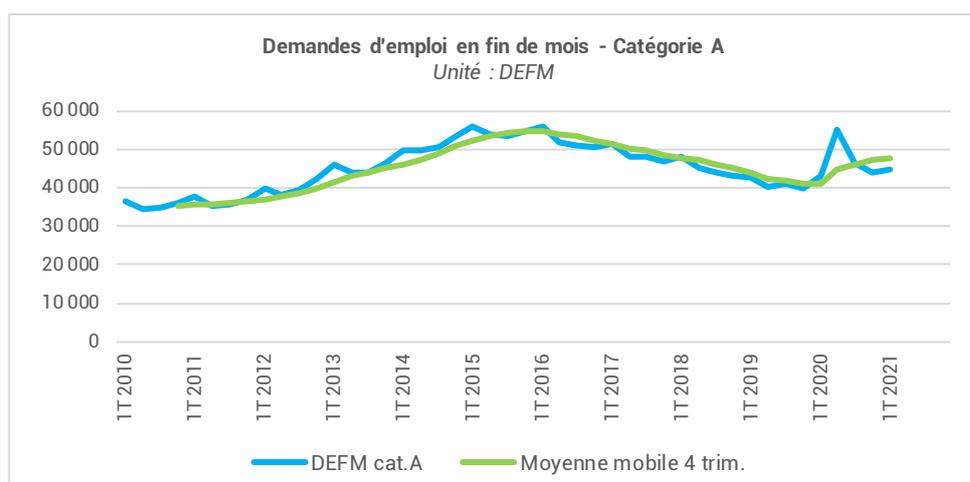
AU 1^{er} TRIMESTRE 2021

44 667 DEFM

+3,2% ▲

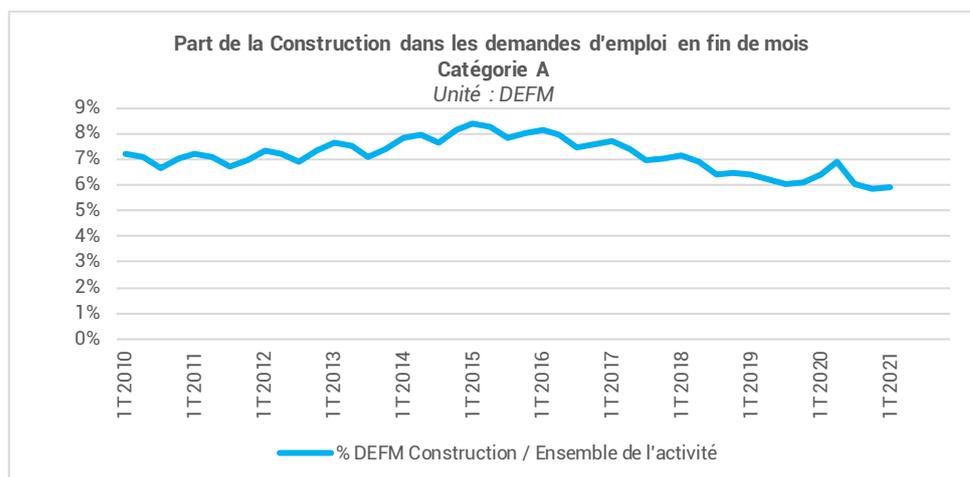
(EVOLUTION 1 AN)

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	1 ^{er} trimestre 2021 - Evol 1 an		
DEFM Construction	44 667 DEFM	+3,2%	▲
DEFM tous secteurs économiques	755 707 DEFM	+12,3%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	6%	0,0 pt	=



Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure.



Sources :
Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes.

4 Appareil de production

Créations et défaillances d'entreprises

FORT DEVELOPPEMENT DE LA CRÉATION D'ENTREPRISES

Au 1^{er} trimestre 2021, près de 4900 entreprises de la Construction ont été créées en Île-de-France, contre 4314 nouvelles entreprises au 1^{er} trimestre 2020. Ainsi, le nombre de créations d'entreprises a augmenté de 13,3% au 1^{er} trimestre 2021, par rapport à la même période l'année précédente. Cette tendance est encore plus marquée pour les entreprises « hors micro-entrepreneurs » : le nombre d'entreprises créées au 1^{er} trimestre 2021 (3134) est en hausse de 18,7% (par rapport au 1^{er} trimestre 2020). Il est toutefois à noter que ces chiffres, en comparaison avec le 1^{er} trimestre 2020, sont à relativiser, ce dernier étant marqué par le début de la crise sanitaire et du 1^{er} confinement (17 mars 2020).

Au final, la tendance sur les 4 derniers trimestres (du début du 2^{ème} trimestre 2020 à la fin du 1^{er} trimestre 2021) constitue une moyenne entre la chute brutale des créations d'entreprises au 2^{ème} trimestre 2020, et la hausse fulgurante du nombre d'entreprise créées sur les deux trimestres suivantes. Ainsi, la création d'entreprises a cru d'environ 4% sur les 4 derniers trimestres, avec plus de 17 000 entreprises créées sur cette période. Cet indicateur est un peu plus élevé s'agissant de la création hors micro-entrepreneurs : 6,5% pour 10 358 entreprises créées.

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	1 ^{er} trimestre 2021 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	4 886 créations	+13,3%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	3 134 créations	+18,7%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	17 005 créations	+3,9%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	10 358 créations	+6,5%	▲

CREATIONS D'ENTREPRISES

AU 1^{er} TRIMESTRE 2021

4 886 créations

+13,3% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

HORS MICRO-ENTREPRENEURS

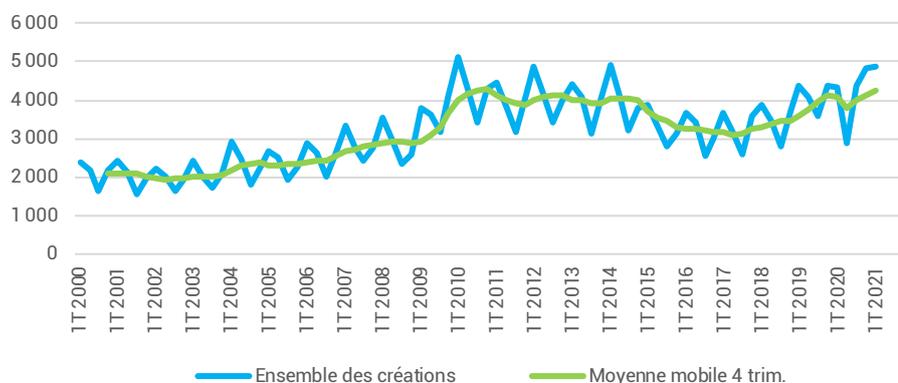
AU 1^{er} TRIMESTRE 2021

3 134 créations

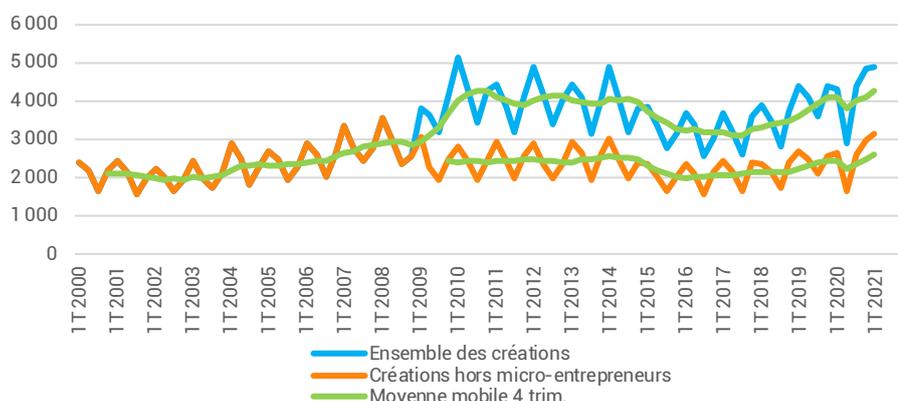
+18,7% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

Créations d'entreprises de la Construction
Unité : nombre d'entreprises



Créations d'entreprises de la Construction
Unité : nombre d'entreprises



Sources :
INSEE (données brutes)

4 Appareil de production

Créations et défaillances d'entreprises

NET RECUL DE LA DEFAILLANCE D'ENTREPRISES

Les défaillances d'entreprises sont en forte baisse en Ile-de-France en ce 1^{er} trimestre 2021. Avec seulement 400 défaillances d'entreprises enregistrées ce trimestre, le nombre d'entreprises défaillantes a diminué de près de 30% (-29,1%) (par rapport au 1^{er} trimestre de l'année 2020). Cumulées sur les 4 derniers trimestres (du début du 2^{ème} trimestre 2020 à la fin du 1^{er} trimestre 2021), cette tendance à la baisse est encore plus marquée : les défaillances d'entreprises diminuent de plus de -50% (-50,3%) par rapport à la même période l'année précédente, avec 1285 défaillances enregistrées.

Par ailleurs, les effectifs salariés des entreprises défaillantes ont également enregistré une forte baisse au 1^{er} trimestre 2021. Avec 1 179 salariés comptabilisés, les effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes ont diminué de plus d'un tiers (-36,0%) au cours du 1^{er} trimestre 2021, par rapport au 1^{er} trimestre 2020. Sur les 4 derniers trimestres, le constat est similaire, bien qu'à nouveau plus marqué : les effectifs salariés des entreprises défaillantes ont chuté de 47,9% sur les quatre derniers trimestres par rapport au quatre précédents (pour 3 895 salariés concernés).

Les entreprises qui font défaut sont pour la grande majorité des entreprises de moins de 5 salariés.

DES DÉFAILLANCES D'ENTREP. AU 1^{er} TRIMESTRE 2021

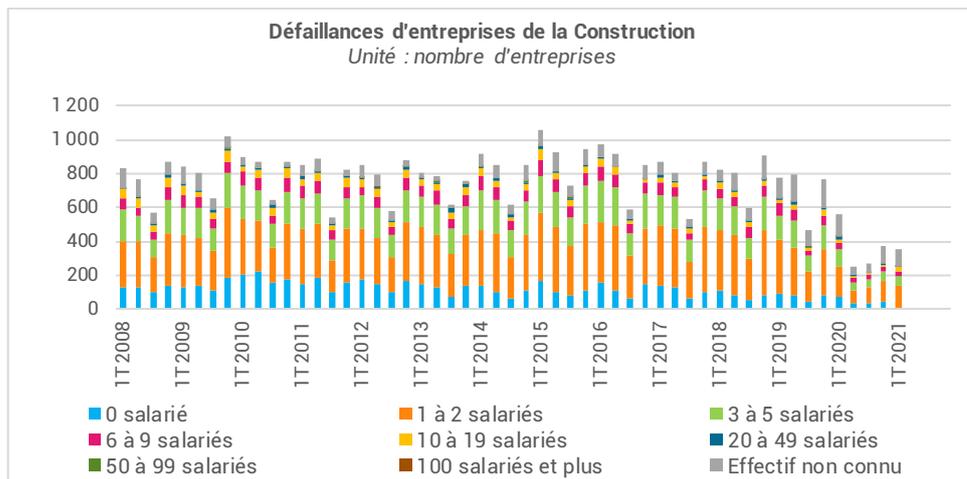
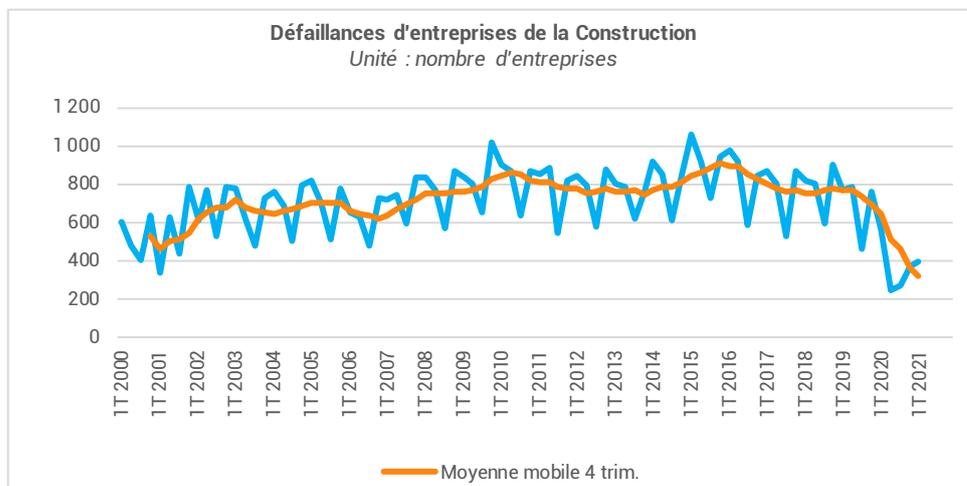
400 défaillances

-29,1% ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	1 ^{er} trimestre 2021 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	400 défaillances	-29,1%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 285 défaillances	-50,3%	▼
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	1 179 salariés	-36,0%	▼
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	3 895 salariés	-47,9%	▼

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



Sources :
Banque de France (données brutes)

Pour en savoir plus... | Conjoncture de la filière Construction

Accédez à l'ensemble de la **conjoncture nationale** & les **comparaisons interrégionales** de la filière Construction sur le site :

www.cerc-actu.com

Avec le concours | Des Membres de la CERC



Avec le concours | Des Membres du GIE Réseau des CERC



Coordonnées | CERC Île-de-France

CELLULE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE DE LA CONSTRUCTION

21 rue Miollis – 75 015 - Paris

tél. : 06-47-43-73-86 | e-mail : fiona.danglard.cerc@gmail.com

Site internet : <https://cercidf.fr/>